

Brochure n° 3037

Convention collective nationale

IDCC : 1921. – **PERSONNEL DES HUISSIERS DE JUSTICE**

AVENANT N° 36 DU 13 MAI 2009
RELATIF À LA RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE

NOR : ASET0950625M

IDCC : 1921

Entre :

La chambre nationale des huissiers de justice ;

L'union nationale des huissiers de justice,

D'une part, et

Le syndicat national des employés et cadres des professions judiciaires
CSFV-CFTC ;

La fédération nationale des personnels des sociétés d'études, de conseil et
prévention CGT ;

La fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services
(FNECS) CFE-CGC ;

La fédération des services CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modification du chapitre IV, titre III

Modification du 2^e alinéa de l'article 3.4.1 :

- remplacer « clerks et employés » par « salariés » ;
- remplacer « complémentaire » par « supplémentaire » ;
- rajouter la nouvelle dénomination de la CARCO « caisse de retraite
supplémentaire des clerks et employés des huissiers de justice ».

« Chapitre IV

Retraite supplémentaire

Article 3.4.1

(Modifié par avenants n^{os} 2 du 15 octobre 1996 et 29 du 14 mars 2008)

CARCO

Les parties signataires ont décidé la création d'un régime de retraite supplémentaire auquel sont obligatoirement affiliés les salariés des offices, groupements et organismes professionnels d'huissiers de justice.

La caisse de retraite complémentaire des clercs et employés des huissiers de justice (CARCO) aujourd'hui dénommée "caisse de retraite supplémentaire des salariés des huissiers de justice" fonctionne dans le cadre de l'article L. 931-1 du code de la sécurité sociale.

Cette institution de prévoyance gère le second niveau du régime de retraite selon le système de la capitalisation collective.

La CARCO peut également proposer et gérer des produits à caractère facultatif, individuel ou collectif, au bénéfice des salariés ou retraités des offices, groupements et organismes professionnels d'huissiers de justice.

Un bilan annuel établi par la CARCO est présenté aux parties signataires. La périodicité de réexamen des modalités d'organisation de la mutualisation des risques ne peut excéder 5 ans, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

Le règlement de la CARCO figure en annexe III de la présente convention (avenant n° 27 du 23 avril 2007). »

Article 2

Modification de l'annexe III

« Régime professionnel de retraite complémentaire »

Modification de l'intitulé de l'annexe III : remplacer « complémentaire » par « supplémentaire ».

Modification du 1^{er} alinéa de l'article 2 « Participants » : remplacer « clercs et employés » par « salariés ».

Supprimer la partie de phrase : « âgés de 16 ans révolus et en fonction au 1^{er} octobre 1960 ou recrutés ultérieurement ».

Pas de modification pour les autres alinéas.

« Annexe III

Régime professionnel de retraite supplémentaire

Chapitre I^{er}

Retraite supplémentaire par capitalisation collective

Règlement du régime

(avril 2009)

Titre I^{er}

OBJET. – PARTICIPANTS. – COTISATIONS

Article 1^{er}

Objet et nature du régime

(Sans changement)

Article 2

Participants

Les salariés des offices, groupements et organismes professionnels d'huissiers de justice sont affiliés au régime de retraite complémentaire CARCO aujourd'hui dénommée "caisse de retraite supplémentaire des salariés des huissiers de justice" dès la prise d'effet de leur contrat de travail et jusqu'à son expiration pour quelque cause que ce soit. »

Article 3

Cotisations

(Sans changement)

Article 4

Contributions de solidarité

(Sans changement)

Article 5

Paiement des cotisations et contributions

(Sans changement)

Article 6

Prélèvement de gestion

(Sans changement)

Article 7

Acquisition de points et compte individuel

(Sans changement)

« Titre II

(Modifié par avenant n° 31 du 10 avril 2008)

PRESTATIONS

Article 8

Liquidation de la pension de vieillesse

(Sans changement)

Article 9

(Modifié par avenant n° 31 du 10 avril 2008)

Montant de la pension de vieillesse : taux normal, anticipation

Lorsque le service de la pension du participant prend effet dans les 12 mois qui suivent la liquidation au taux plein de sa retraite du régime général de la sécurité sociale, le montant annuel de la pension de vieillesse

est égal au nombre de points inscrits au compte du participant multiplié par la valeur de service du point au jour du service du premier arrérage trimestriel. C'est la pension au taux normal.

Le participant a également la possibilité de percevoir une retraite CARCO si sa retraite du régime général de la sécurité sociale n'a pas été liquidée au taux plein ou si elle n'a pas encore été liquidée mais que l'âge du participant est supérieur ou égal à celui fixé à l'article R. 351-2 du code de la sécurité sociale. Le montant de sa pension est alors égal au montant de la pension au taux normal multiplié par un coefficient d'anticipation qui dépend de l'âge au premier jour de service de la pension.

ÂGE AU 1 ^{er} JOUR DE SERVICE de la pension	COEFFICIENT D'ANTICIPATION
60 ans	0,80
61 ans	0,84
62 ans	0,88
63 ans	0,92
64 ans	0,96
65 ans et plus	1,00

Si le service de la pension prend effet plus de 12 mois après la liquidation au taux plein de la retraite du régime général de la sécurité sociale, la pension de vieillesse est égale à la pension au taux normal multipliée par un coefficient de report qui dépend de la durée de la période écoulée entre la liquidation de la retraite du régime général et le début du service de la pension.

DURÉE ÉCOULÉE ENTRE LA LIQUIDATION DU RÉGIME GÉNÉRAL et le début du service de la pension	COEFFICIENT de report
Plus de 1 an et moins de 2 ans	1,04
Plus de 2 ans et moins de 3 ans	1,08
Plus de 3 ans et moins de 4 ans	1,12
Plus de 4 ans et moins de 5 ans	1,16
Plus de 5 ans	1,20

Lorsque le nombre de points multiplié par le coefficient d'anticipation ou de report est inférieur à 1 200, le service de la pension est remplacé par le versement d'un capital. Ce capital est déterminé en fonction de l'âge du participant au premier jour de service de la pension par application au montant annuel de la pension d'un coefficient déterminé selon le barème ci-dessus.

ÂGE AU 1 ^{er} JOUR DE SERVICE de la pension	COEFFICIENT APPLICABLE à la pension annuelle
55	17,5
56	17,2
57	16,9

ÂGE AU 1 ^{er} JOUR DE SERVICE de la pension	COEFFICIENT APPLICABLE à la pension annuelle
58	16,5
59	16,1
60	15,8
61	15,4
62	15,0
63	14,6
64	14,2
65	13,8
66	13,3
67	12,9
68	12,5
69	12,0
70	11,6
71	11,1
72	10,6
73	10,2
74	9,7
75	9,2
76	8,8
77	8,3
78	7,9
79	7,4
80	7,0
> 80	6,0

Article 10

Versement de la pension

(Sans changement)

Article 11

Réversion en cas de décès avant la retraite

(Sans changement)

Article 12

Pension de réversion

(Sans changement)

Article 13

Païement des pensions de réversion

(Sans changement)

Titre III

TRANSPOSITION DES DROITS ACQUIS AVANT LE 1^{er} JUILLET 2004

Article 14

Détermination du nombre de points acquis au 31 décembre 1998

(Sans changement)

Article 15

*Révision de la pension en service
lorsqu'un enfant du participant atteint l'âge de 16 ans*

(Sans changement)

Article 16

Réversion des pensions en service au 1^{er} juillet 2004

(Sans changement)

Article 17

*Réversion des majorations pour enfants
en service avant le 1^{er} juillet 2004*

(Sans changement)

Titre IV

CONVERSION DU RÉGIME

Article 18

Modalités de la conversion

(Sans changement)

Article 19

Fonctionnement du régime

(Sans changement)

Article 20

Liquidation des rentes

(Sans changement)

Article 21

Réversion en cas de décès avant la retraite

(Sans changement)

Article 22

Paiement des rentes

(Sans changement)

Fait à Paris, le 13 mai 2009.

(Suivent les signatures.)